

Comportement des ménages et environnement

Opérer des choix durables sur fond de crises interdépendantes

L'ESSENTIEL

TRANSPORTS

ÉNERGIE

ALIMENTATION

DÉCHETS



Préface

Les choix des ménages – dans la vie de tous les jours, par exemple l'alimentation ou les modes de transport utilisés pour se rendre au travail, mais aussi pour des décisions plus ponctuelles, comme le type de chauffage du logement ou encore l'achat d'une voiture – ont des répercussions sur le climat et l'environnement. Bien que les choix des individus et des ménages soient porteurs d'un potentiel de réduction des impacts sur l'environnement clairement établi, l'urgence grandissante du changement climatique et d'autres crises environnementales illustrent les difficultés auxquelles se heurtent les pouvoirs publics pour concrétiser ce potentiel.

En 2022, l'OCDE a lancé la troisième édition de l'enquête sur la politique de l'environnement et l'évolution des comportements individuels (enquête EPIC), en s'appuyant sur les éditions précédentes de 2008 et 2011. Cette troisième édition arrive dans un contexte d'accumulation de crises mondiales – pandémie de COVID 19, tensions géopolitiques, turbulences sur les marchés de l'énergie et des produits de base... En même temps, l'urgence d'agir face au changement climatique et aux enjeux environnementaux plus généralement souligne l'importance de mieux comprendre les choix des ménages, les conséquences de ces choix sur l'environnement et les obstacles rencontrés pour opérer des choix plus durables. En réunissant des données comparables sur le comportement des ménages vis-à-vis de l'environnement dans neuf pays et quatre domaines

thématiques (énergie, transports, déchets et alimentation), l'enquête EPIC apporte des enseignements irremplaçables sur les ressorts de ces choix et sur les mesures que les pouvoirs publics peuvent mettre en place pour surmonter certains obstacles évidents.

Le présent rapport, Comportement des ménages et environnement – Opérer des choix durables sur fond de crises interdépendantes, dresse une synthèse des résultats de l'enquête 2022. Il souligne l'importance de rendre disponibles et applicables des choix viables pour l'environnement. Cela veut dire, par exemple, faire en sorte que les ménages puissent opter pour une électricité issue de sources d'énergie renouvelables, ou recharger facilement des batteries de véhicules électriques. Il est tout aussi important de veiller à ce que les solutions plus durables sur le plan écologique ne soient pas réservées à des catégories de population restreintes, comme les ménages aisés, les propriétaires de leur logement et les habitants de maisons individuelles, mais soient accessibles aux foyers modestes, aux locataires et aux personnes vivant en appartement.

Que des solutions soient disponibles et applicables ne suffit pas : elles doivent être accessibles financièrement et pratiques, deux facteurs essentiels pour inciter les individus et les ménages à adopter des solutions et des comportements plus durables sur le plan de l'environnement. D'après les résultats de l'enquête EPIC, par exemple, les ménages seraient prêts à utiliser les transports publics s'ils étaient moins chers, plus accessibles et plus commodes. Les hauts niveaux de soutien en faveur de nombreux types d'initiatives, notamment l'amélioration des transports publics, peuvent être exploités pour promouvoir des mesures environnementales.

Le rapport offre un point de départ important pour étudier plus avant les ressorts des choix individuels et l'influence des conditions économiques et des politiques publiques sur l'évolution des comportements. Ses conclusions, je l'espère, serviront de référence aux responsables publics pour élaborer et mettre en place le cadre d'action et les infrastructures complémentaires nécessaires pour permettre une évolution des comportements des individus et des ménages.



Jo Tyndall

Directrice

OCDE – Directeurat de l'Environnement





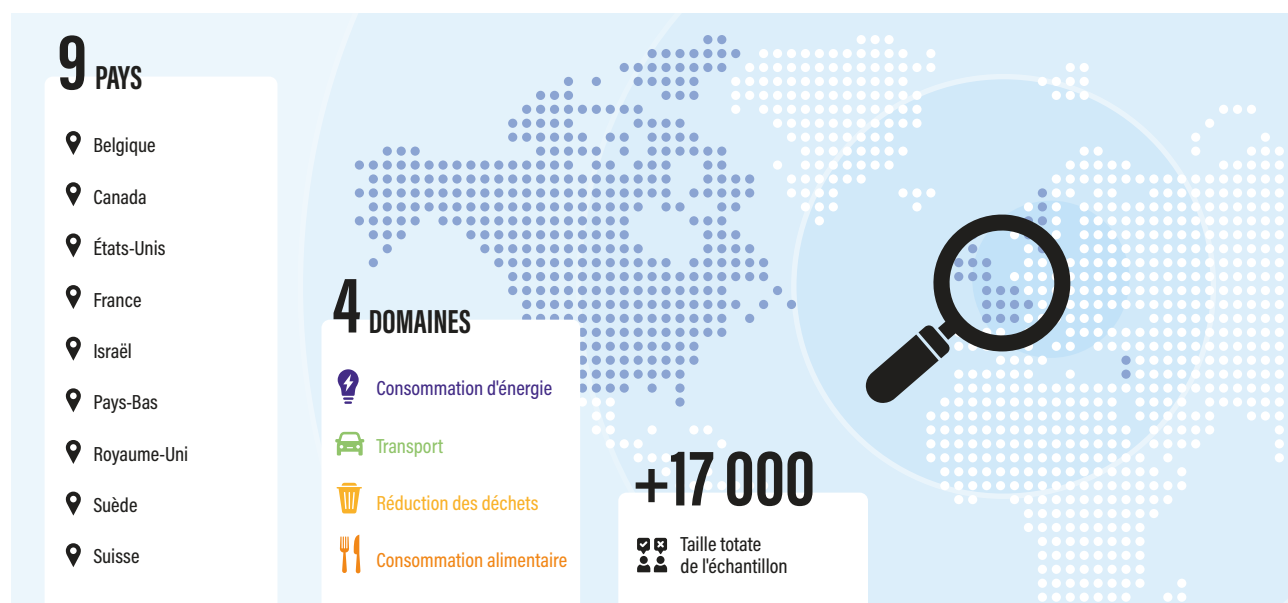
L'enquête de l'OCDE sur les politiques de l'environnement et l'évolution des comportements individuels (EPIC) explore les actions et les attitudes des citoyens à l'égard de l'environnement

D'importantes pressions sont exercées sur l'environnement par la consommation des ménages. Sans effort supplémentaire de la part des pouvoirs publics, leurs conséquences devraient s'intensifier dans les prochaines années avec la croissance de la population et des revenus disponibles. L'enquête EPIC permet d'en savoir plus sur les déterminants des décisions des ménages et sur l'influence que peuvent avoir les politiques publiques sur ces décisions. Réalisée en 2022, elle fait suite aux deux enquêtes précédentes menées en 2008 et 2011.

L'Enquête de 2022 a été implémentée dans neuf pays : la Belgique, le Canada, les États-Unis, la France, Israël, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. L'enquête

EPIC porte sur les attitudes et les comportements concernant l'énergie, les transports, les pratiques de gestion des déchets et la consommation alimentaire. Elle consigne également les caractéristiques socioéconomiques des répondants et de leur foyer, ainsi que des informations sur leur résidence et sur la façon dont la pandémie de Covid-19 a pu changer les habitudes dans les pays interrogés. Cette base de données conséquente de plus de 17 000 observations fournit des perspectives uniques sur les connaissances et les perceptions des ménages concernant les problématiques environnementales, les actions actuelles et les obstacles à la prise de décisions plus durables.

Graphique 1. ENQUÊTE DE L'OCDE SUR LA POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉVOLUTION DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS (ENQUÊTE EPIC)



Les ménages adoptent certains comportements respectueux de l'environnement, mais se heurtent à des obstacles pour aller plus loin

- **Transport** : Bien que la dépendance à l'égard des voitures soit plus élevée dans les zones rurales, l'utilisation de la voiture reste significative même dans les zones urbaines, où elle représente 50% des déplacements domicile-travail. Les répondants au



Canada, aux États-Unis et en Israël recourent davantage à leurs voitures dans les zones urbaines à 56%, 65% et 56%, respectivement. Dans l'ensemble, 75 % des ménages déclarent qu'au moins un membre du ménage utilise une voiture régulièrement. Cependant, plus de la moitié des utilisateurs réguliers de voitures (54%) indiquent qu'une amélioration des transports en commun, c'est-à-dire des services moins chers, plus fréquents et plus répandus, les encouragerait à réduire leur utilisation de la voiture. La forte dépendance à l'égard des voitures privées dans tous les pays met en évidence le potentiel des voitures électriques et des transports publics pour décarboniser le secteur des transports. Un obstacle signalé à l'adoption des voitures électriques semble être le manque d'infrastructures de recharge.

- **Consommation alimentaire** :

Le prix (64 %), le goût (61 %), la fraîcheur (60 %) et la valeur nutritionnelle (54 %) sont les principales priorités des répondants lorsqu'ils effectuent des achats alimentaires. Les impacts environnementaux des produits alimentaires sont apparemment moins importants, même parmi ceux qui se préoccupent de l'environnement. Dans l'ensemble des pays, 24 % des ménages consomment de la viande rouge plusieurs fois par semaine, et moins de la moitié des répondants (allant de 20 % en France à 41 % en Israël) indiquent qu'ils seraient prêts à substituer la viande conventionnelle par une alternative cultivée en laboratoire. Ceux qui sont réticents à le faire expriment des réserves concernant la viande cultivée en laboratoire (comme par exemple ses impacts sur la santé). Fournir davantage d'informations sur les avantages des produits alimentaires durables pourrait réduire les idées fausses potentielles concernant leur coût ou leur qualité.



- **Utilisation de l'énergie** :

Les répondants sont davantage susceptibles d'adopter de petites mesures d'économies d'énergie, comme éteindre la lumière en sortant d'une pièce (92 % des répondants), que des comportements plus difficiles à adopter pouvant réduire le confort, comme par exemple limiter au minimum l'usage du chauffage ou de la climatisation (68 %). Le recours aux énergies renouvelables et aux technologies à basse consommation énergétique n'est pas généralisé, même lorsque des solutions existent. Parmi les ménages qui en ont la possibilité, moins d'un tiers ont installé des panneaux solaires (29 %), des pompes à chaleur (30 %) ou des accumulateurs (27 %). Le recours aux technologies les plus chères ou mal comprises est particulièrement faible.



- **Pratiques de gestion des déchets** :

Beaucoup de ménages agissent pour réduire leurs déchets par des actions requérant peu d'efforts, mais peinent à changer leurs habitudes de consommation. Par exemple, de nombreux ménages utilisent des sacs réutilisables (83 %), mais ils sont moins nombreux à acheter les articles d'occasion (37 %) ou à les louer (20 %). Les ménages qui bénéficient de services de collecte de déchets recyclables à leur résidence produisent en moyenne 26 % et 42 % de déchets mixtes en moins que ceux n'ayant pas accès à ces services. Les ménages à qui on facture l'élimination des déchets mixtes déclarent composter 55 % de leurs déchets alimentaires, contre 35 % pour les autres. Les taux de recyclage des piles sont inférieurs à ceux déclarés pour les autres types de produits. Jusqu'à 16 % des ménages déclarent jeter leurs déchets électriques et électroniques avec les déchets mixtes.





Les politiques publiques devraient viser à lever les obstacles et créer des incitations à agir

La disponibilité, la faisabilité, l'abordabilité et la praticité sont les principaux facteurs qui incitent les ménages à prendre des décisions respectueuses de l'environnement. Les pouvoirs publics doivent donc chercher à éliminer les obstacles se rapportant à ces facteurs, tout en créant des incitations à faire des choix durables.

Les résultats de l'enquête mettent en évidence plusieurs priorités pour l'action publique :

- **Rendre les choix durables accessibles et réalisables.**
Les principaux obstacles aux comportements durables incluent le manque de disponibilité et de prise de conscience, par exemple en ce qui concerne les options d'électricité issues d'énergies renouvelables ou les bornes de recharge pour les véhicules électriques, ainsi que la faisabilité, par exemple l'installation de panneaux solaires pour les locataires ou les options d'énergie solaire (comme les systèmes d'énergie solaire collectifs) pour les personnes vivant en appartement.
- **Créer des incitations en faveur de choix durables.**
L'accessibilité financière et la commodité sont des facteurs importants pour encourager des choix durables, en particulier en ce qui concerne les transports et l'alimentation. Le revenu et la préoccupation environnementale sont des facteurs importants dans de nombreuses décisions des ménages, mais la préoccupation environnementale ne semble pas suffisante pour modifier certains comportements (par exemple, la consommation de viande rouge ou l'utilisation d'une voiture, lorsque d'autres modes alternatifs sont réalisables).
- **Exploiter le soutien de l'opinion publique pour promouvoir des mesures en faveur de l'environnement.**
Les répondants expriment systématiquement moins de soutien envers les taxes et les frais que pour les mesures

qui rendent les alternatives durables plus abordables, telles que les subventions. La complémentarité des politiques est un élément important à prendre en compte, car l'acceptation des mesures basées sur les taxes par les ménages et leur capacité à y répondre dépendent des alternatives dont ils disposent pour changer leur comportement. En plus de fournir des alternatives durables, des politiques complémentaires aux taxes et aux frais incluent la réutilisation des revenus générés (par exemple, pour financer des améliorations dans les transports en commun).

- **Grouper les mesures d'incitation pour maximiser leur impact.** Certains comportements écologiques vont de pair. Par des incitations complémentaires, on peut récompenser une action écologique dans un domaine en encourageant les individus à agir dans un autre domaine. Par exemple, un consommateur utilisant des récipients réutilisables pour faire ses courses pourrait bénéficier d'une remise sur des produits alimentaires durables.

Disponibilité : 33 % des répondants indiquent qu'il n'existe pas de borne de recharge à moins de 3 kilomètres de l'endroit où ils garent leur voiture.

Faisabilité : 63% des personnes vivant dans des immeubles d'appartements n'ont pas installé de panneaux solaires parce que l'installation n'est pas possible, contre 16% de celles vivant dans des maisons individuelles.

Abordabilité : 64 % des répondants choisissent en priorité des produits alimentaires abordables, alors que 9 % se déterminent avant tout en fonction de l'empreinte carbone.

Praticité : 37 % des répondants indiquent que le ramassage des déchets à domicile les encouragerait à en recycler ou à composter davantage.

Le changement climatique et d'autres problèmes d'environnement figurent au premier plan des préoccupations dans certains pays

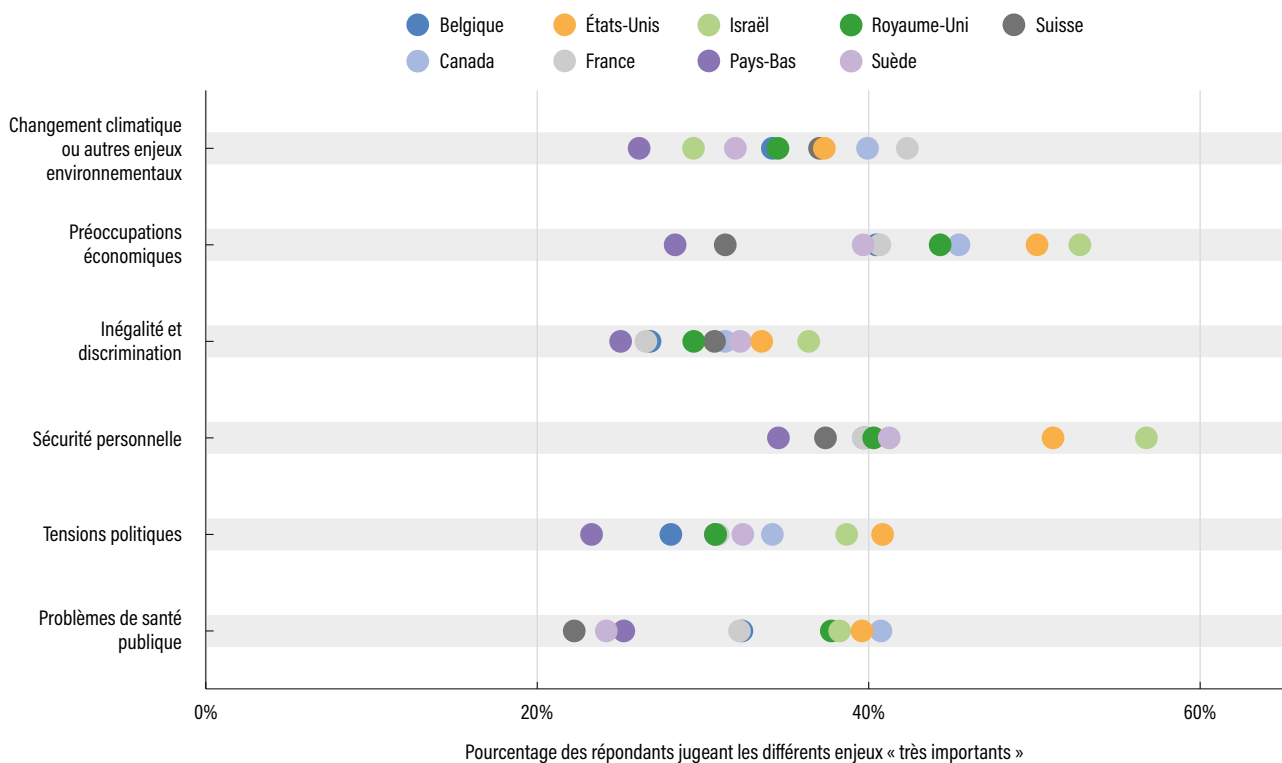


L'encouragement au changement de comportement repose sur une compréhension bien développée des attitudes individuelles et de la manière dont ces attitudes interagissent avec l'exposition à différentes mesures politiques.

Les répondants de l'enquête EPIC sont principalement préoccupés par la sécurité personnelle et les questions économiques. Dans l'ensemble, 42% et 41% des répondants déclarent respectivement que la sécurité personnelle et les préoccupations économiques sont très importantes (Graphique 2). Ce sont des questions très importantes pour 35 % des répondants, tous pays confondus. Elles préoccupent proportionnellement davantage les femmes, les personnes ayant fait des études supérieures et les personnes d'un certain âge.

Plus de la moitié des répondants s'attendent à ce que le changement climatique et les problèmes environnementaux aient un impact négatif sur la qualité de vie des générations actuelles et futures. Moins de personnes (20%) s'attendent à ce que ces problèmes aient un impact négatif sur la sécurité de leur emploi.

Graphique 2. **LES PRÉOCCUPATIONS ÉCONOMIQUES SONT JUGÉES PLUS IMPORTANTES QUE CELLES RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT DANS TOUS LES PAYS SAUF DEUX**

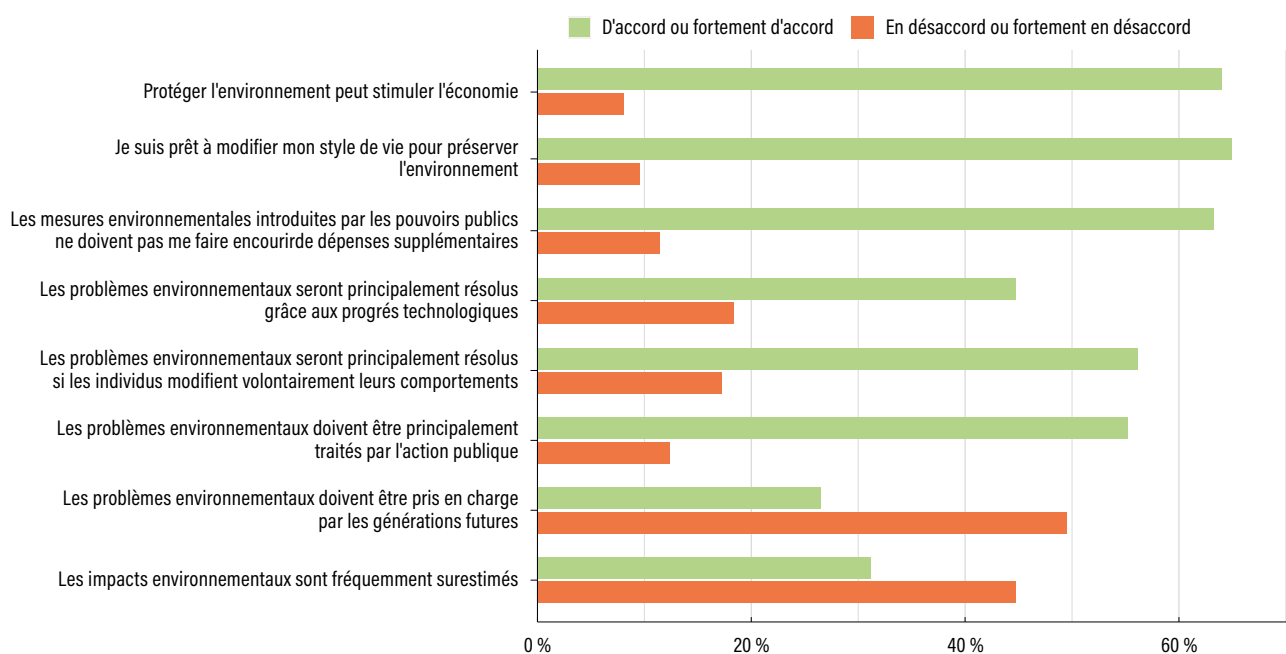


La plupart des répondants sont prêts à modifier leur mode de vie pour le bien de l'environnement ; pour beaucoup, ils agiraient pourvu que cela ne leur occasionne pas de dépenses supplémentaires

Une majorité de répondants (65 %) déclarent être prêts à faire des concessions et à modifier leur mode de vie pour le bien de l'environnement. Toutefois, 63 % des répondants estiment que les mesures environnementales ne doivent pas leur coûter plus d'argent. C'est le cas en particulier pour les quintiles de revenu inférieur. Quelque 40 % des répondants déclarent à la fois être prêt à changer et que ces changements ne devraient pas leur coûter plus d'argent, ce qui laisse à penser que l'application de mesures ciblant la demande n'est pas aisée.

Les personnes interrogées font en général confiance aux politiques publiques et à l'innovation technologique pour répondre efficacement au changement climatique et aux autres problèmes d'environnement. En revanche, elles ne pensent généralement pas que ces problèmes soient exagérés ou qu'il faille laisser les générations futures s'en occuper.

Graphique 3. LA PLUPART DES RÉPONDANTS SONT PRÊTS À MODIFIER LEUR MODE DE VIE POUR LE BIEN DE L'ENVIRONNEMENT



Pourcentage des répondants d'accord ou fortement d'accord, ou en désaccord ou fortement en désaccord, avec les affirmations





L'adhésion aux politiques publiques dépend de l'attitude des répondants à l'égard de l'environnement et du type d'instrument d'action

Le soutien est répandu en ce qui concerne les mesures basées sur l'information et les mesures structurelles, mais il est systématiquement plus faible pour les taxes et les frais. Les répondants qui sont très préoccupés par l'environnement expriment un soutien plus fort pour toutes les politiques environnementales étudiées par rapport à ceux qui sont moins préoccupés (Graphique 4). La situation est similaire pour les répondants qui déclarent avoir confiance en leur gouvernement, par rapport à ceux qui déclarent ne en avoir.

Transports : les mesures d'amélioration des transports en commun recueillent un fort taux d'approbation dans tous les pays (de 72 % aux États-Unis à 85 % en Israël). En outre, les personnes interrogées sont souvent favorables aux primes à l'achat de voitures sobres ou à faibles émissions (60 %) et au durcissement des normes de consommation de carburant pour les voitures neuves (56 %). Un soutien moindre est exprimé en moyenne pour la tarification par kilomètre parcouru (20 %) et l'augmentation des frais de stationnement (18 %).

Adhésion aux mesures ciblant le transport aérien

La mesure qui recueille le plus fort taux d'approbation parmi les répondants (66 %) est l'investissement dans la recherche pour développer des technologies vertes en matière de transport aérien, juste devant l'investissement dans de meilleurs services pour les moyens de transport alternatifs (63 %).

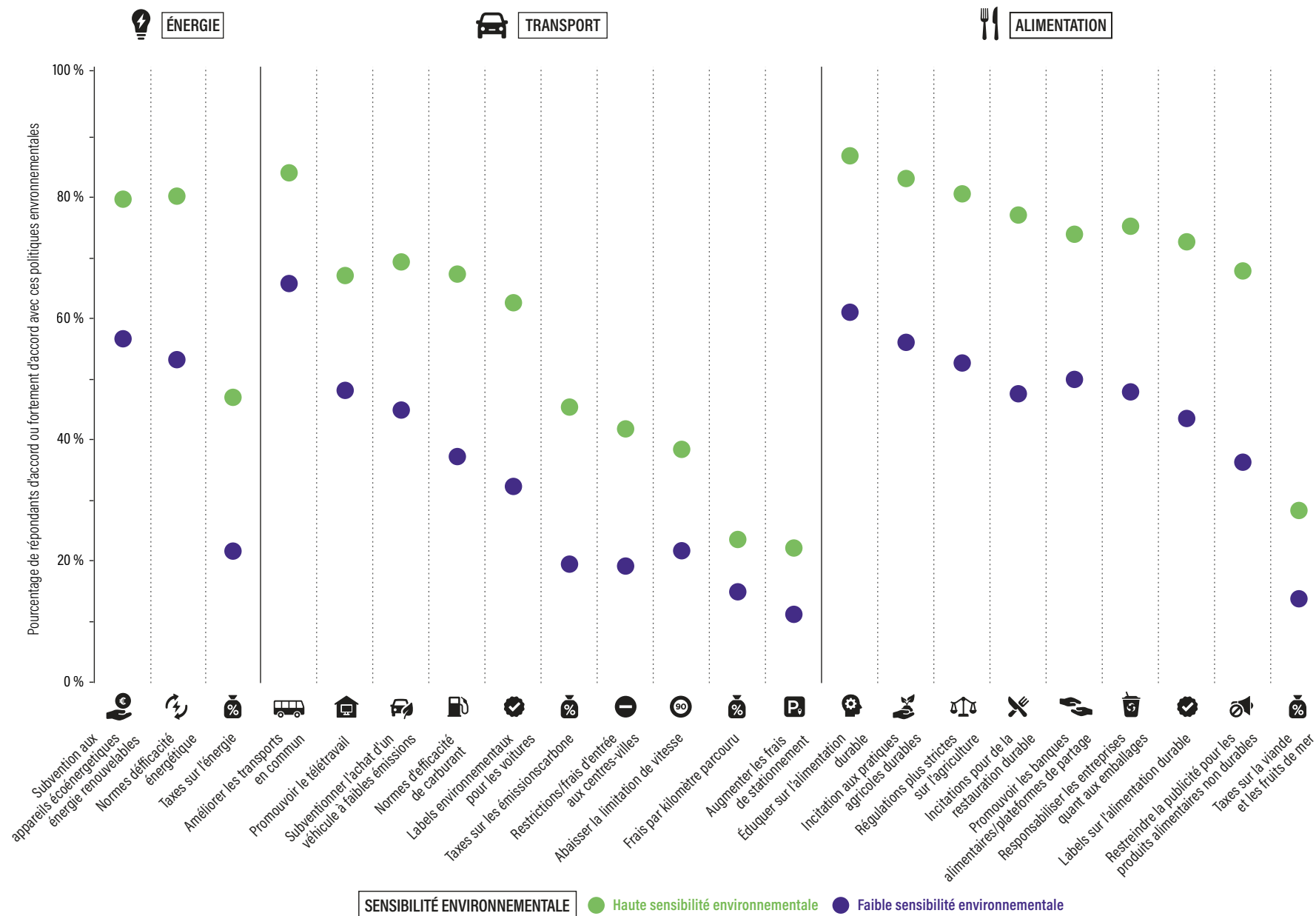
Les personnes interrogées sont en revanche moins favorables à l'instauration d'une taxe sur les billets d'avion (30 %) ou à la restriction du nombre de vols court courrier pouvant être effectués (37 %).

Consommation alimentaire : Les personnes interrogées sont particulièrement favorables à la sensibilisation des écoliers à l'alimentation durable (78 %), à des mesures incitant les exploitants agricoles à moins recourir à des pratiques dommageables pour l'environnement (74 %) et à une réglementation plus stricte de l'utilisation de pesticides, de l'élevage industriel et de l'aquaculture (71 %). Cependant, taxer la viande et les fruits de mer est soutenu par seulement 23 % des répondants.

Consommation d'énergie : plus de 70 % des répondants approuvent l'application de normes d'efficacité énergétique et le subventionnement de l'investissement des ménages modestes dans les technologies énergétiques à faibles émissions. En revanche, taxer la consommation d'énergie est soutenu par 38 % des répondants. Comme dans d'autres domaines politiques, ceux qui sont fortement préoccupés par l'environnement expriment systématiquement un plus grand soutien aux politiques ciblant la consommation d'énergie.



Graphique 4. SENSIBILITÉ AUX PROBLÉMATIQUES ENVIRONNEMENTALES ET SOUTIEN AUX POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES



Les répondants vivant en milieu urbain empruntent davantage les transports en commun

Il est difficile de détourner les ménages de l'utilisation de voitures conventionnelles, que ce soit dans les zones rurales ou urbaines. Dans les neuf pays étudiés, 75% des ménages déclarent qu'au moins un membre du ménage utilise régulièrement une voiture privée conventionnelle. L'utilisation de la voiture ne varie pas significativement en fonction du niveau de sensibilité aux questions environnementales, ce qui souligne la dépendance des ménages à l'égard de la voiture et les contraintes et inconvénients associés au changement de ce comportement.

En ce qui concerne les trajets domicile-travail, 59% des ménages des zones rurales utilisent la voiture. Dans les zones urbaines, cette proportion est de 45%, ainsi que 1% utilisant une moto et 4% faisant du covoiturage (Graphique 5). La proportion des résidents urbains utilisant

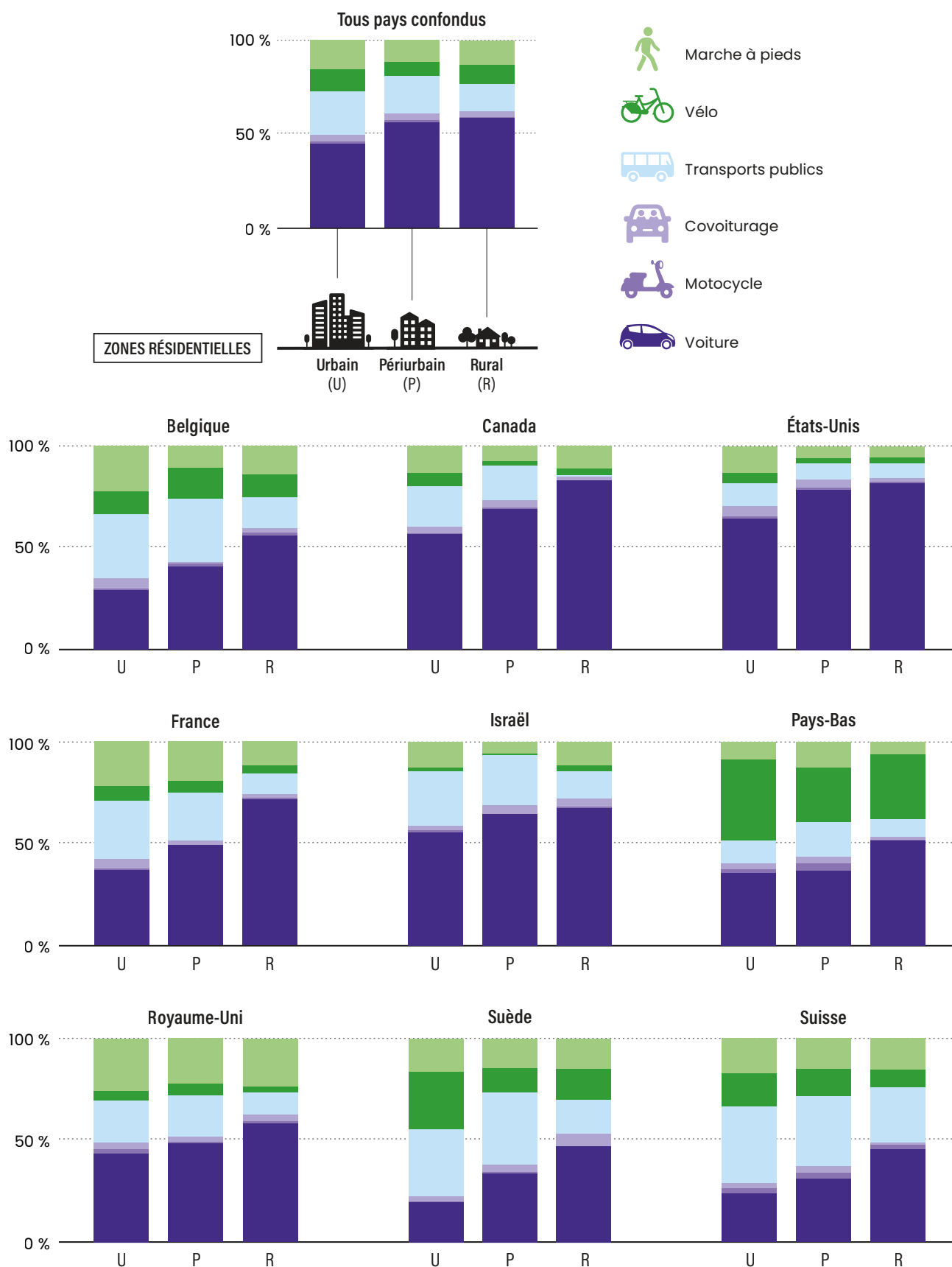
une voiture privée est plus élevée au Canada (56%), en Israël (56%) et aux États-Unis (65%). Dans le reste des pays, en moyenne, 35% des résidents urbains utilisent une voiture privée pour se rendre au travail.

- Dans la plupart des pays, les ménages modestes empruntent les transports en commun de façon plus régulière que les ménages aisés.
- Par ailleurs, la fréquentation des transports en commun est plus élevée de 10 points de pourcentage dans le groupe des personnes préoccupées par les questions d'environnement.



Graphique 5. L'UTILISATION DE LA VOITURE PAR LES MÉNAGES EST ÉLEVÉE

Pourcentage des répondants utilisant chaque moyen de transport comme mode principal pour les trajets quotidiens



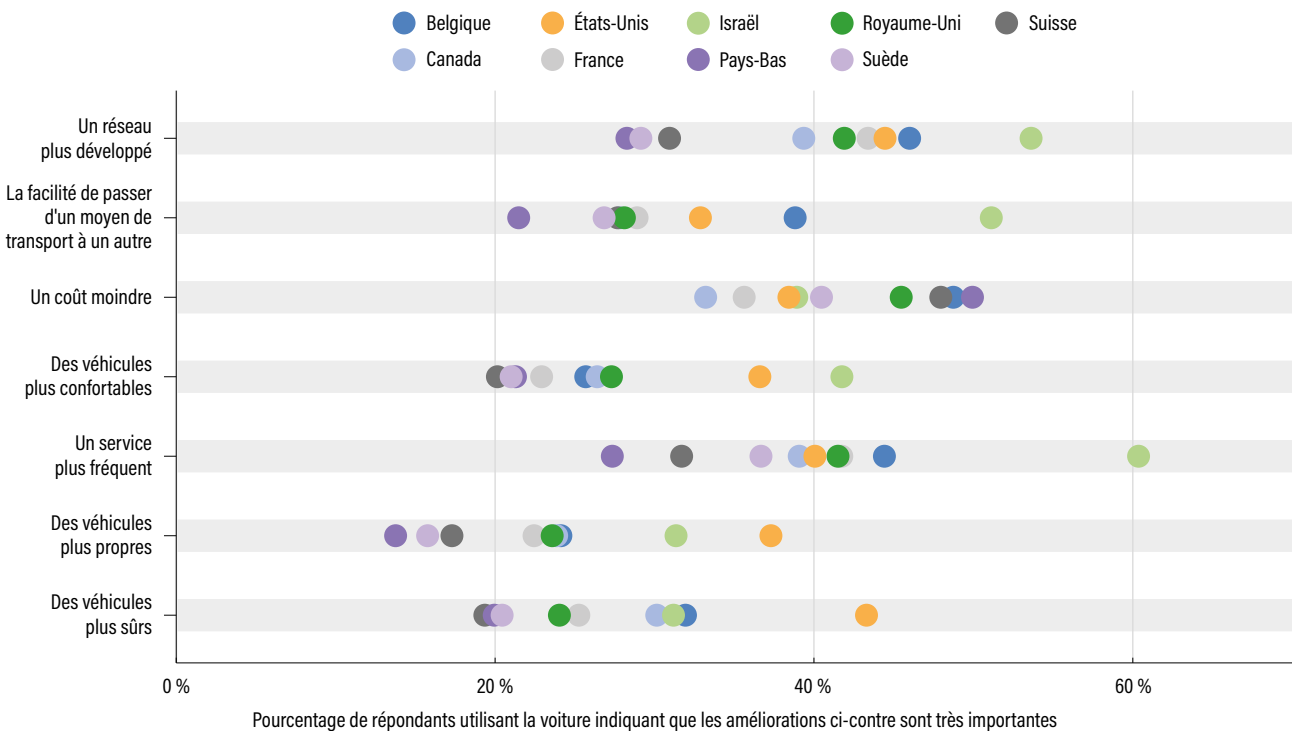


Des services de transport en commun améliorés pourraient encourager de nombreux ménages à réduire leur utilisation de la voiture

Rendre l'utilisation des transports en commun plus facile et moins coûteuse contribuera à réduire la dépendance à la voiture et les impacts environnementaux liés à l'activité de transport. Dans l'ensemble, 54% des utilisateurs réguliers de voitures indiquent que des améliorations dans les transports en commun les inciteraient à conduire moins (Graphique 6). Plus précisément, ils aimeraient voir des services plus fréquents, une meilleure couverture du réseau et des tarifs plus bas.

Près d'un quart des ménages (24 %) déclarent ne pas utiliser régulièrement de voiture. Ces répondants citent la disponibilité des transports en commun (48 %), la proximité des équipements essentiels (42 %) et les coûts élevés d'utilisation (46 %) comme principales raisons de ne pas utiliser de voiture. Seulement 19 % des ménages ont mentionné la préoccupation environnementale comme raison principale de ne pas utiliser de voiture.

Graphique 6. LES MESURES QUI ENCOURAGERAIENT LES RÉPONDANTS À UTILISER LES TRANSPORTS PUBLICS PLUTÔT QUE LA VOITURE





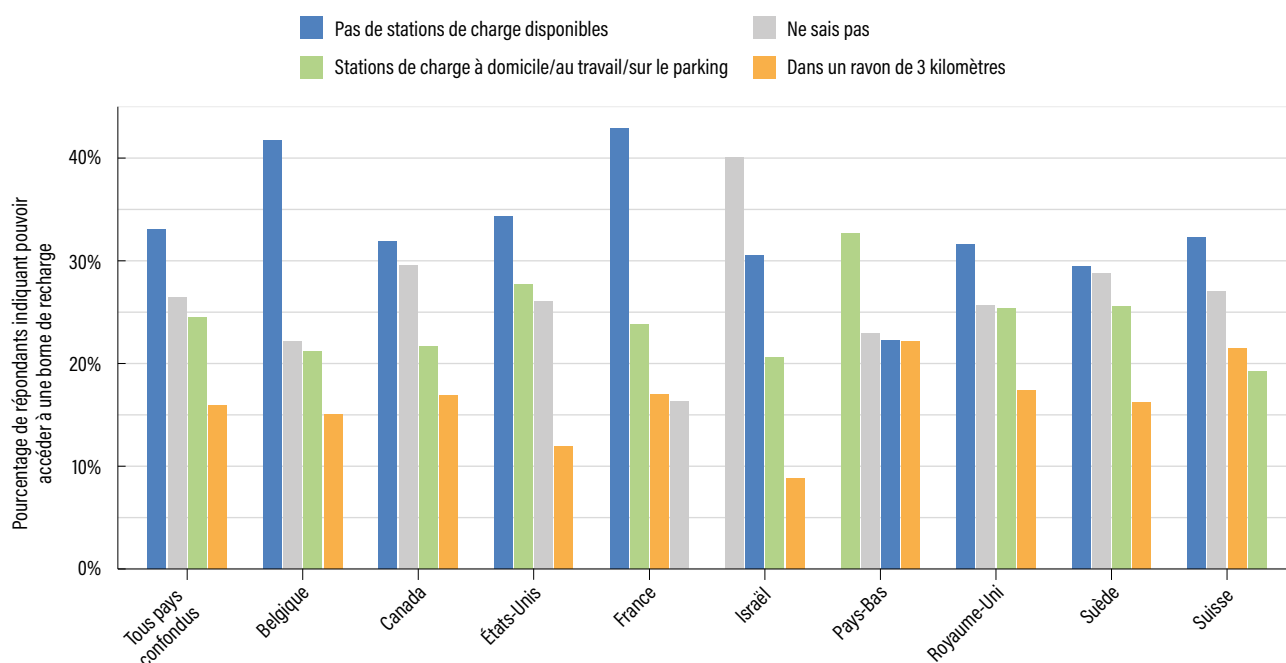
Plus de 80 % des acheteurs potentiels de voitures ont encore l'intention d'acheter une voiture fonctionnant aux combustibles fossiles

La grande majorité des répondants (plus de 80 %) qui prévoient d'acheter une voiture dans les prochaines années s'attendent à ce qu'elle fonctionne au moins partiellement aux combustibles fossiles.

Un tiers des ménages déclarent qu'il n'y a pas de bornes de recharge pour les voitures électriques dans un rayon de trois kilomètres de leur domicile, allant de 22 % aux

Pays-Bas à 43 % en France (Graphique 7). Cela suggère que les efforts actuels de politique visant à augmenter la disponibilité des bornes de recharge pour les voitures électriques seront essentiels pour favoriser leur adoption généralisée.

Graphique 7. L'ACCÈS À DES BORNES DE RECHARGE EST UNE PRÉOCCUPATION IMPORTANTE



Note : L'augmentation de la disponibilité de l'infrastructure de recharge est actuellement une priorité politique dans de nombreux pays; cependant, ces résultats d'enquête reflètent seulement la disponibilité signalée en juin/juillet 2022.

Plus que les considérations environnementales, ce sont le prix, la fraîcheur, le goût et la valeur nutritionnelle qui sont prioritaires lors de l'achat de produits alimentaires

Lors de l'achat de nourriture, les répondants accordent généralement la priorité à l'accessibilité (64% des répondants), au goût (61%), à la fraîcheur (60%) et à la valeur nutritionnelle (54%). Une part beaucoup plus petite des répondants, y compris ceux qui se préoccupent de l'environnement, accorde la priorité à des critères tels que la production locale (22%), le caractère biologique (14%) ou l'empreinte carbone réduite (9%) dans leur prise de décision. Cela suggère que se concentrer uniquement sur les considérations environnementales pourrait ne pas être efficace pour encourager des choix alimentaires durables. Une attention complémentaire portée à l'accessibilité, au goût et aux bienfaits pour la santé des choix alimentaires sera nécessaire pour influencer les comportements d'achat.

On constate certaines différences en fonction des caractéristiques des répondants.

- **Préoccupation pour l'environnement** : les répondants qui se déclarent préoccupés par les questions d'environnement sont 12 % à privilégier des produits à faibles émissions, contre 4 % parmi les autres groupes de répondants (Graphique 8).
- **Revenu** : 69 % des ménages modestes indiquent que l'abordabilité est pour eux un facteur important lors de l'achat de produits alimentaires, contre 58 % pour les ménages aisés. En revanche, l'impact environnemental des produits alimentaires est secondaire pour les deux catégories de ménages (Graphique 8).
- **Âge** : les répondants d'un certain âge déclarent plus souvent acheter des aliments produits localement que les plus jeunes et les urbains. Les personnes jeunes privilégient pour leur part davantage les produits issus de l'agriculture biologique et à faibles émissions que les personnes plutôt âgées.

Graphique 8. **LES CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES NE SONT PAS DE HAUTES PRIORITÉS LORS DES ACHATS ALIMENTAIRES**

Pourcentage de répondants considérant certains facteurs comme important, par sensibilité environnementale et revenu



La consommation de produits d'origine animale étant très répandue, l'évolution vers des produits de substitution plus durables pourrait être porteuse de bénéfices de grande ampleur



Dans l'ensemble, 24% des répondants déclarent manger de la viande plusieurs fois par semaine. À travers les pays, on observe une association entre des revenus plus élevés et une plus grande consommation de viande rouge (Graphique 9). En moyenne, 12% des répondants qui se préoccupent beaucoup de l'environnement déclarent ne jamais manger de viande rouge, ce qui est similaire à la proportion parmi ceux qui se préoccupent peu de l'environnement (10%). En comparaison, 28% de ceux qui se préoccupent peu de l'environnement déclarent manger de la viande rouge plusieurs fois par semaine, contre 22% de ceux qui se préoccupent beaucoup de l'environnement. Les différences relativement faibles dans les habitudes alimentaires selon les niveaux de préoccupation environnementale pourraient suggérer un manque de sensibilisation du public aux impacts environnementaux de la production de viande rouge.

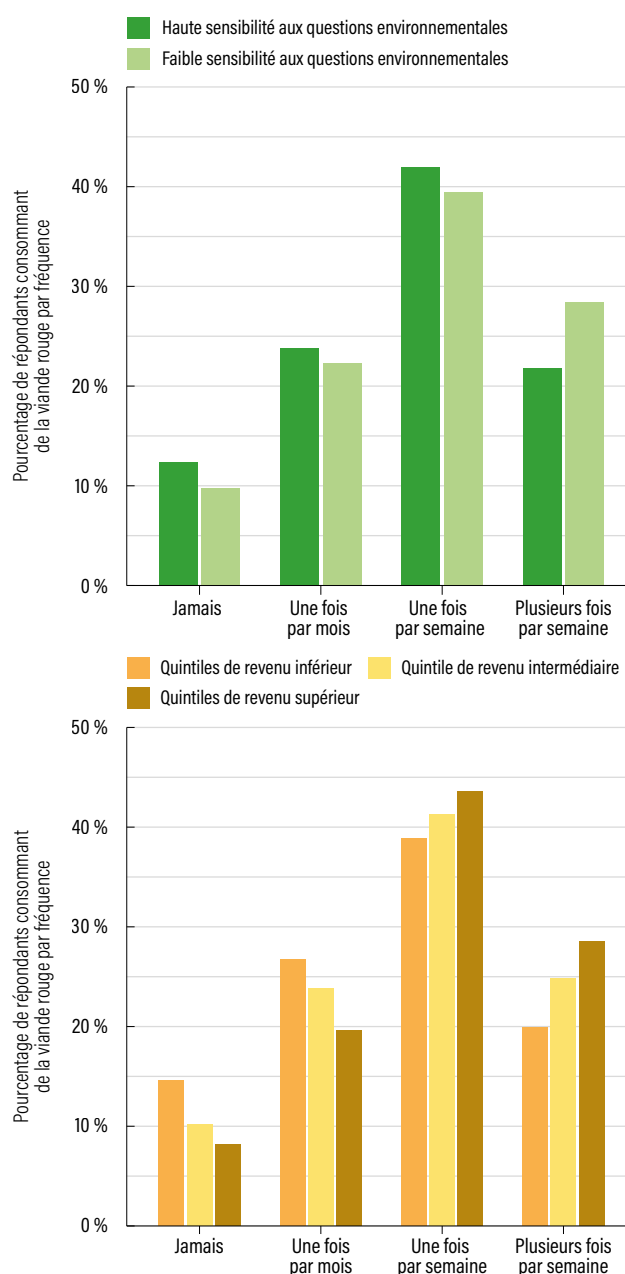
Moins d'un tiers des répondants (28 %) se déclarent prêts à remplacer la viande rouge par un produit de substitution cultivé en laboratoire, 44 % s'y refusent et les autres sont indécis. C'est en France qu'ils sont les moins disposés à franchir le pas (20 %), et en Israël qu'ils sont proportionnellement les plus nombreux (41 %). Dans tous les pays, les personnes prêtes à consommer de la viande cultivée en laboratoire sont beaucoup plus nombreuses parmi celles qui sont très préoccupées par les questions d'environnement (33 %) que parmi celles qui ne le sont guère (19 %).

Les normes de production du côté de l'offre et l'étiquetage environnemental des alternatives à la viande seront des mesures importantes pour accroître la confiance des consommateurs dans les nouveaux produits alimentaires plus durables.

Raisons avancées par les répondants qui ne souhaitent pas goûter la viande cultivée en laboratoire

- 29 % : Je me méfie des alternatives cultivées en laboratoire (p. ex. impacts sur la santé)
- 13 % : Son goût ou sa valeur nutritionnelle serait inférieur(e)
- 11 % : C'est trop cher
- 10 % : C'est incompatible avec ma culture et/ou mes valeurs

Graphique 9. LES RÉPONDANTS PRÉOCCUPÉS PAR LES QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT SONT SEULEMENT LÉGÈREMENT MOINS SUSCEPTIBLES DE CONSOMMER DE LA VIANDE ROUGE PLUSIEURS FOIS PAR SEMAINE



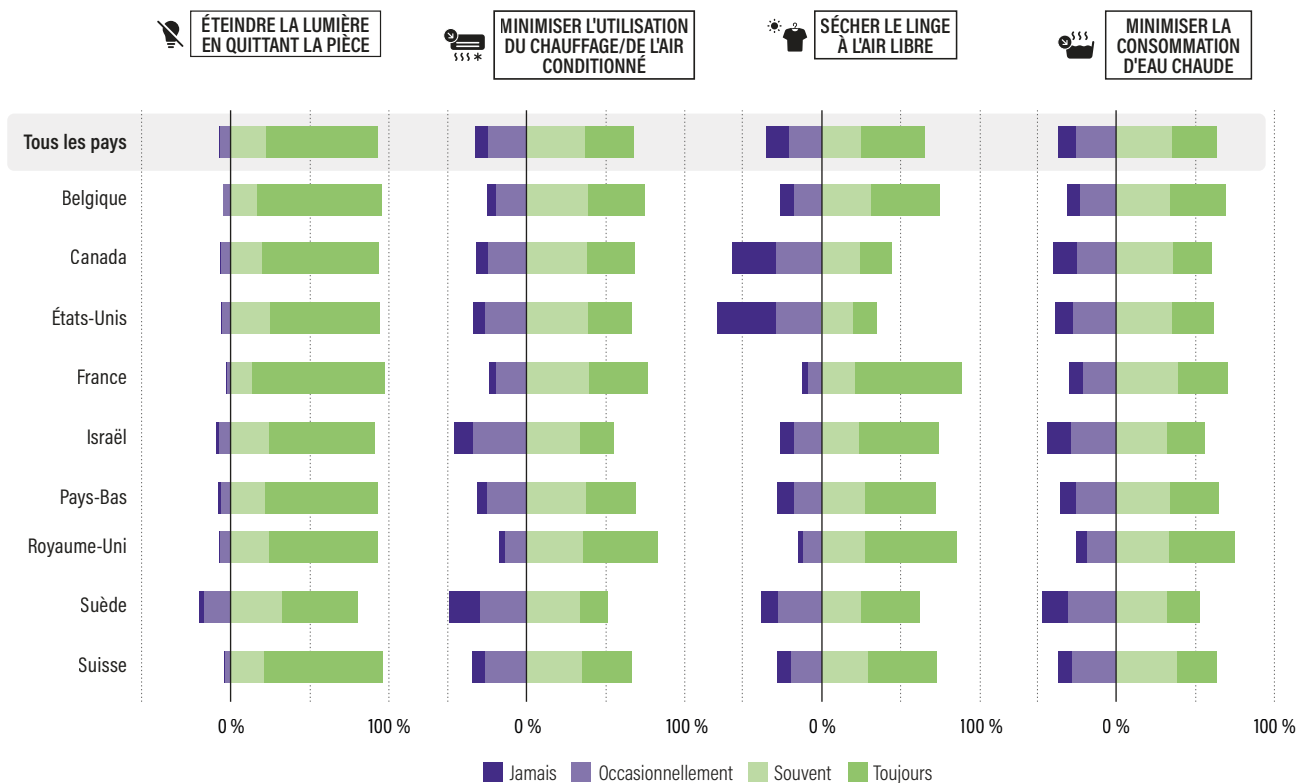
La praticité et le coût sont d'importants déterminants des choix opérés en termes de sobriété énergétique

Les personnes interrogées ont tendance à adopter les mesures d'économie les plus faciles à mettre en œuvre et qu'elles ne perçoivent pas comme induisant une perte de confort (Graphique 10). Elles sont ainsi 92 % à déclarer

éteindre toujours ou souvent la lumière en sortant d'une pièce, et 68 % à s'efforcer toujours ou souvent d'utiliser le moins possible le chauffage ou la climatisation.

Graphique 10. ÉTEINDRE LA LUMIÈRE EST LE COMPORTEMENT D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE LE PLUS FRÉQUENT

Pourcentage des répondants indiquant la fréquence des actions d'économie d'énergie



Les comportements en matière d'économies d'énergie varient en fonction du degré de préoccupation pour l'environnement et du genre

Les personnes qui utilisent le moins possible l'eau chaude sont plus nombreuses parmi les répondants très préoccupés par les questions d'environnement (32 %) que parmi ceux qui s'en préoccupent peu (22 %).

64 % des femmes déclarent utiliser le lave-linge ou le lave-vaisselle uniquement lorsqu'il est plein, contre 53 % des hommes.

Le poids des habitudes et le manque de connaissances freinent l'adoption de mesures d'économie d'énergie

Dans la moitié des cas environ, les personnes qui indiquent ne pas prendre davantage de mesures d'économie d'énergie déclarent que c'est parce qu'elles oublient, ignorent comment faire ou ont du mal à changer de comportement. Pour encourager les économies d'énergie, les pouvoirs publics pourraient notamment renforcer l'information par des rappels au sujet de la consommation d'énergie et des astuces pour la réduire, ainsi que par des campagnes de sensibilisation générale.

Les autres raisons avancées par les répondants correspondent à des attitudes qui peuvent être difficiles à faire évoluer. Une communication ciblée pourrait consister plutôt à aligner les messages sur le type d'informations que les individus jugent crédibles, en expliquant par exemple que les économies d'énergie sont synonymes d'économies d'argent.

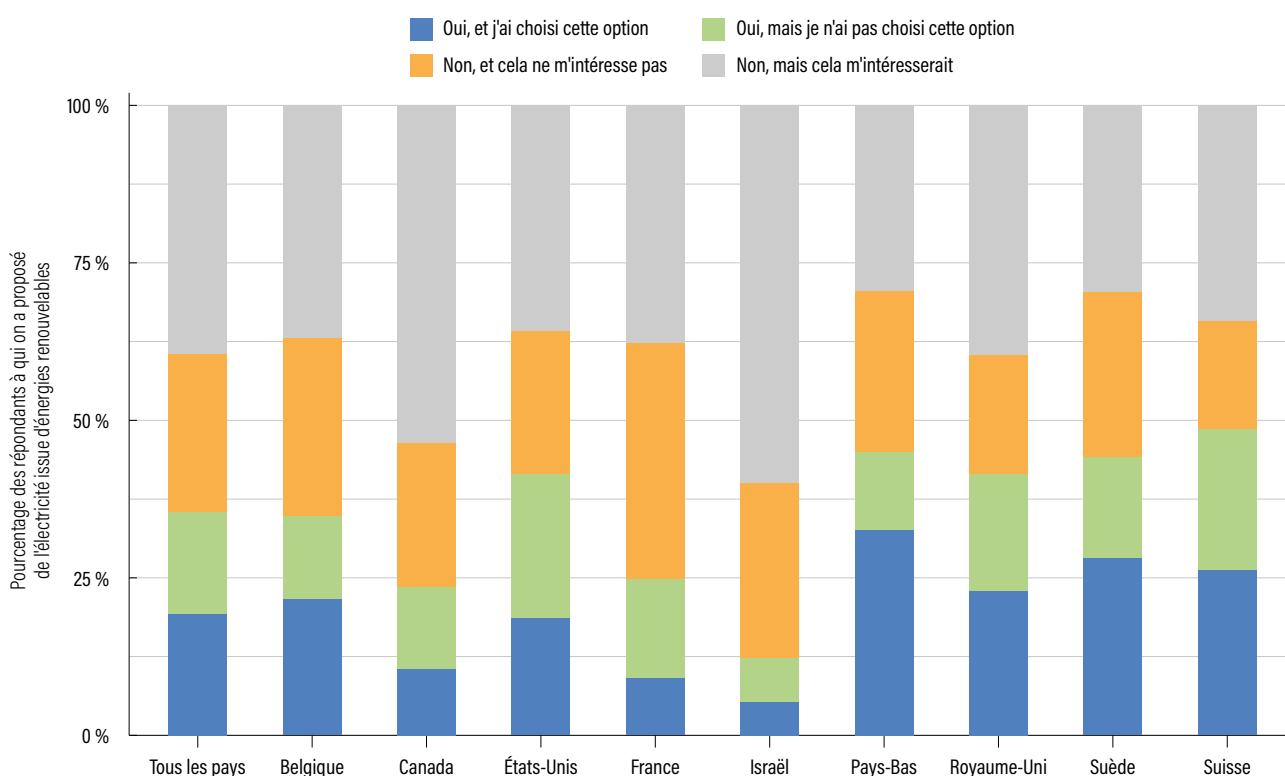


Il existe une forte demande d'électricité à faibles émissions

Il existe un grand potentiel pour augmenter la disponibilité et la prise de conscience quant aux options d'électricité à faibles émissions. Par exemple, 39 % des répondants déclarent que leur fournisseur n'a pas proposé l'option d'utiliser de l'électricité produite à partir de sources d'énergies

renouvelables, mais qu'ils seraient intéressés par cette option si elle était disponible (Graphique 11). Des mesures du côté de l'offre, telles que des mandats en faveur des énergies renouvelables, pourraient augmenter la disponibilité des options à faibles émissions.

Graphique 11. **UNE GRANDE PARTIE DES MÉNAGES SOUHAITERAIT AVOIR ACCÈS À DE L'ÉLECTRICITÉ ISSUE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES**



L'adoption de technologies énergétiques à faibles émissions se heurte à des problèmes de faisabilité et d'abordabilité

Le taux d'équipement en technologies énergétiques à faibles émissions varie selon le type de matériel. Il est ainsi très élevé en ce qui concerne les lampes basse consommation (87 %), les appareils économes en énergie (66 %) et les fenêtres écoénergétiques (58 %). En revanche, il est plus faible dans le cas des technologies dont l'installation, même lorsqu'elle est réalisable, implique des contraintes et des coûts importants, à savoir les panneaux solaires (29 %), les pompes à chaleur (30 %) et les accumulateurs (27 %).

Les résultats de l'enquête montrent que plusieurs facteurs entravent le déploiement des technologies énergétiques à faibles émissions.

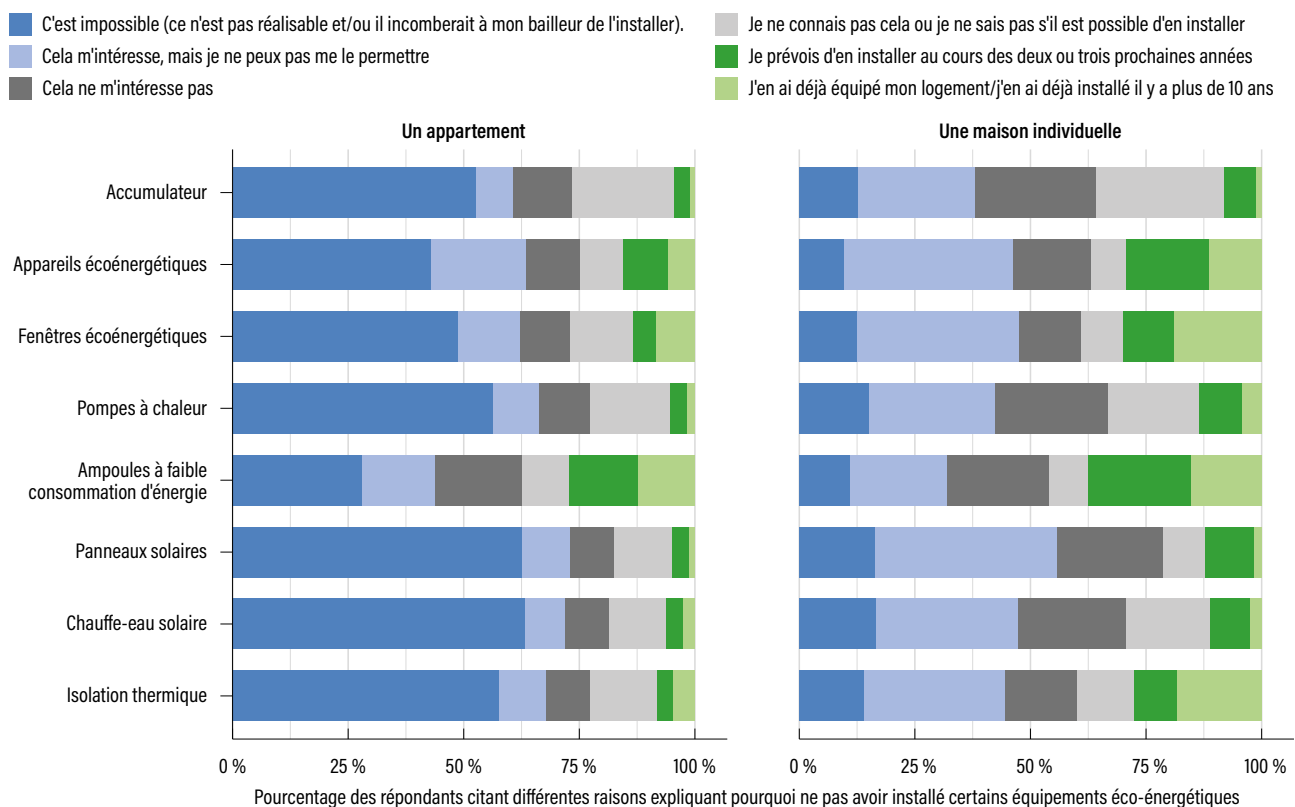
- **Des contraintes de faisabilité**, comme l'impossibilité d'en équiper un immeuble collectif ou l'obligation d'obtenir l'accord du propriétaire. Parmi les répondants



qui n'ont pas installé les technologies considérées, 55 % signalent qu'ils n'en ont pas la possibilité. 57% des personnes vivant dans des appartements déclarent n'avoir pas installé de stockage de batterie, de pompes à chaleur ou de panneaux solaires car l'installation n'est pas possible, comparé à 15% de ceux qui vivent dans des maisons individuelles (Graphique 12).

- **L'abordabilité**. Parmi les foyers qui en ont la possibilité, les ménages modestes déclarent moins souvent être équipés que les ménages aisés. L'écart de taux d'équipement entre les premiers et les seconds est particulièrement marqué pour l'isolation thermique (13 %) et les panneaux photovoltaïques (9 %). Les taux d'équipement rapportés laissent à penser que, même en l'absence de contrainte de faisabilité, l'abordabilité constitue un obstacle dans le cas des dispositifs dont l'installation coûte cher au départ.

Graphique 12. **LES DIFFICULTÉS D'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS ÉCO-ÉNERGÉTIQUES VARIENT SELON LE TYPE DE RÉSIDENCE**



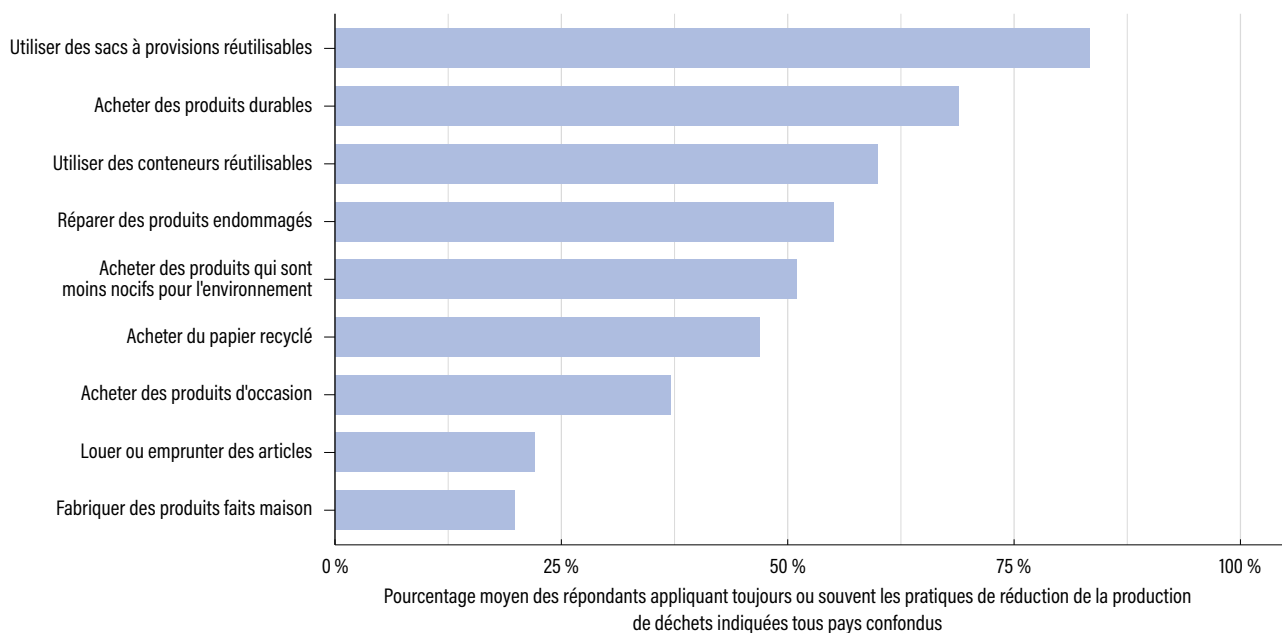
Les ménages adoptent certains comportements requérant peu d'efforts et permettant de produire moins de déchets, mais peinent à changer leurs habitudes de consommation



Bien que l'implication dans certains comportements de réduction et de réutilisation soit élevée, l'implication dans d'autres est nettement plus faible (Graphique 13). Par exemple, 83 % des ménages utilisent fréquemment des sacs réutilisables lors des courses, et plus de la moitié déclarent réparer fréquemment les articles endommagés et acheter des produits conçus pour être moins nocifs pour l'environnement. Beaucoup moins de ménages

réduisent les déchets en achetant d'occasion (37 %) ou en louant ou empruntant des articles (22 %). Les ménages déjà plus préoccupés par l'environnement sont plus susceptibles de réduire leur consommation, ce qui suggère que la préoccupation environnementale peut être exploitée dans les efforts visant à réduire la génération de déchets, par exemple grâce à des efforts de communication ciblés.

Graphique 13. CERTAINES PRATIQUES PERMETTANT DE RÉDUIRE LA PRODUCTION DE DÉCHETS SONT PLUS RÉPANDUES QUE D'AUTRES



L'engagement dans différents comportements de réduction et de réutilisation varie selon les groupes :

Âge : Les répondants plus âgés déclarent utiliser plus souvent des sacs réutilisables lors des courses que les répondants plus jeunes (87 % contre 77 %), mais ils s'engagent moins souvent dans d'autres comportements de réduction et de réutilisation tels que l'utilisation de contenants rechargeables, l'achat d'articles d'occasion ou la fabrication de produits maison.

Revenu : Les ménages à revenu élevé déclarent acheter des articles de haute qualité qui dureront plus longtemps que les ménages à faible revenu (77 % contre 61 %), mais ils déclarent acheter des articles d'occasion moins fréquemment (34 % contre 41 %).

Taille du ménage : Les ménages avec des enfants à la maison sont plus susceptibles d'acheter des articles d'occasion, de louer et d'emprunter des articles, et de fabriquer des produits maison, par rapport aux ménages sans enfants.

Préoccupation environnementale : La préoccupation environnementale semble être associée à un engagement accru dans tous les types de comportements, et a un impact plus fort sur la fréquence d'achat de produits moins nocifs pour l'environnement (par exemple, les produits de nettoyage) et de produits contenant des matériaux recyclés.

Plus le recyclage est commode, moins les ménages produisent de déchets mixtes

Les ménages indiquent que de plus grandes incitations financières (43 %), la possibilité de faire collecter les déchets depuis leur domicile (37 %) et des services de dépôt plus accessibles (39 %) les encourageraient à recycler et à composter davantage. En moyenne pour l'ensemble des matériaux, les ménages déclarent séparer 56 % des matériaux recyclables ou compostables (Graphique 14). Alors que certains ménages sont très engagés, d'autres ne recyclent pas du tout. Par exemple, tandis que 27 % déclarent séparer plus de 90 % de leurs déchets alimentaires pour le compostage, 36 % déclarent en séparer moins de 50 % et 19 % déclarent ne pas séparer du tout les déchets alimentaires.

Là où il existe des services de collecte des déchets recyclables, la production de déchets mixtes est moindre et le taux de recyclage est plus élevé. Les ménages qui bénéficient du ramassage de ces déchets, par exemple, produisent 42 % de déchets mixtes en moins. Cette proportion chute à 26 % pour les ménages qui apportent leurs matériaux recyclables dans les centres de collecte.

Près d'un cinquième des répondants (19 %) déclarent que l'élimination des déchets ne leur est pas facturée. Dans 5 des 9 pays, les ménages qui paient des frais fixes pour l'élimination des déchets indiquent produire moins de déchets mixtes que ceux à qui cette élimination n'est pas facturée.

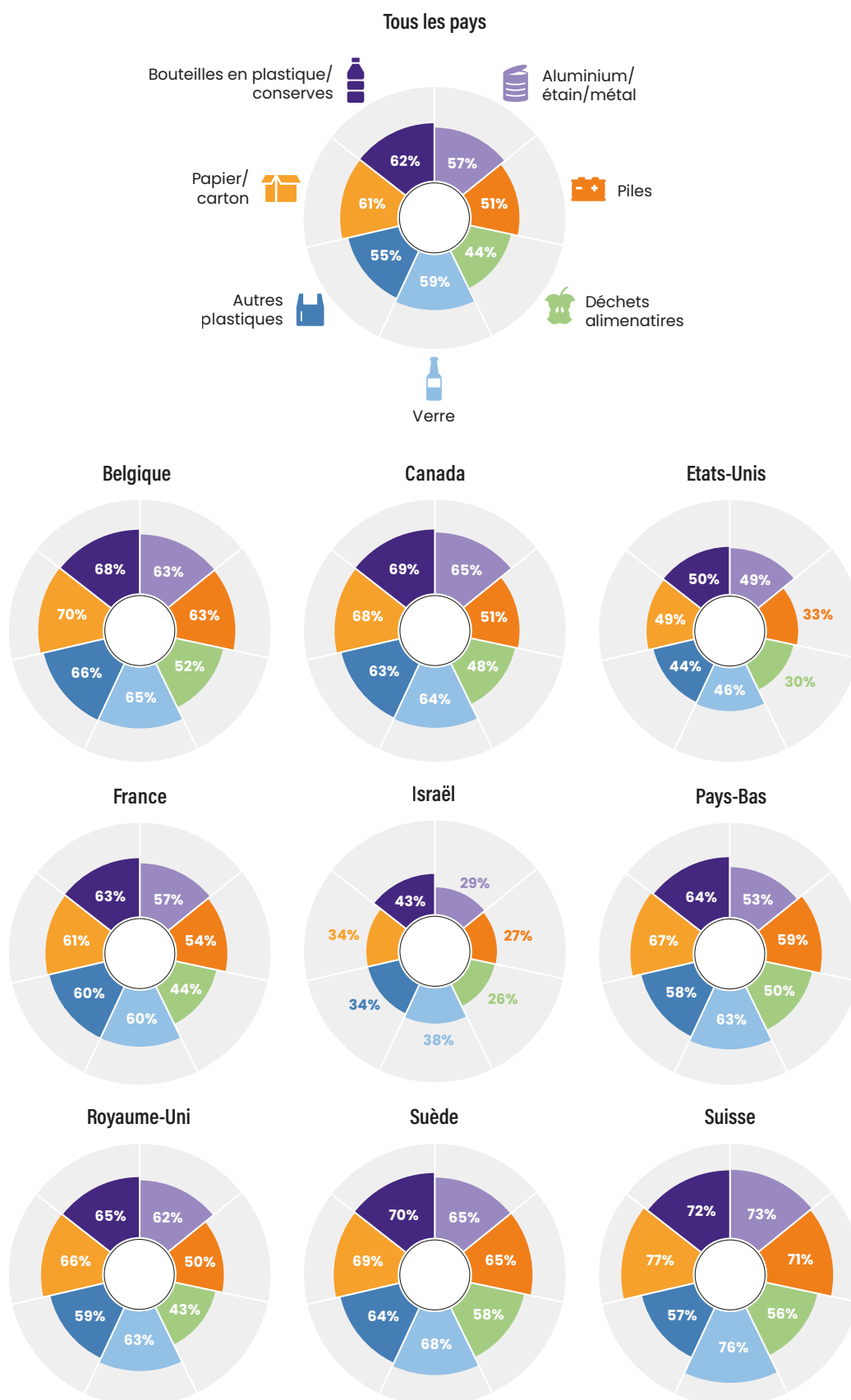
La pratique du recyclage et du compostage varie en fonction des caractéristiques socioéconomiques

- **Âge** : la proportion des répondants qui indiquent recycler et composter les déchets est plus élevée de 9 % en moyenne chez les 55 ans et plus que chez les 18-34 ans.
- **Lieu de résidence** : la part des répondants qui recyclent et compostent les déchets est plus élevée de 13 % en milieu rural qu'en milieu urbain.
- **Revenu** : les ménages aisés compostent 48 % de leurs déchets alimentaires, les ménages modestes, 40 %.



Graphique 14. **LE PLASTIQUE ET LE CARTON/PAPIER SONT PLUS SOUVENT TRIÉS POUR ÊTRE RECYCLÉS**

Pourcentage moyen des déchets triés pour être recyclés ou compostés



Comment les pouvoirs publics peuvent-ils favoriser des comportements durables ?

Les résultats de l'enquête EPIC indiquent que, bien que les ménages fassent des choix durables dans certains domaines, davantage d'efforts sont nécessaires. Dans tous les domaines, les répondants ont souligné l'importance de la faisabilité, de l'accessibilité et de la commodité pour orienter les décisions des ménages. Les conclusions soulèvent plusieurs considérations politiques pour les gouvernements sur la manière d'encourager efficacement des choix plus durables dans les domaines de la consommation d'énergie, des transports, des pratiques de gestion des déchets et de la consommation alimentaire.

Transports

- **Améliorer les systèmes de transport en commun.** Cela peut créer des incitations à réduire les déplacements en voiture, et passer notamment par des investissements permettant d'améliorer la fréquence et l'accessibilité des services de transport en commun et de les rendre plus abordables.
- **Multiplier les bornes de recharge pour véhicules électriques.** Cela peut accélérer l'évolution vers l'électromobilité, en particulier dans les zones rurales où le développement des services de transport en commun coûte cher.
- **En complément des taxes et autres redevances frappant l'utilisation de la voiture, investir dans les transports en commun et dans l'amélioration des infrastructures pour la marche et le vélo.** Cela peut rendre les mesures de tarification plus acceptables compte tenu du large soutien dont bénéficie l'amélioration des transports en commun.



Consommation alimentaire

- **Rendre les choix alimentaires durables plus abordables, accessibles, nutritifs et goûteux.** Ces caractéristiques sont importantes pour tous les consommateurs au moment de l'achat d'aliments, et leur amélioration peut rendre les produits alimentaires durables plus attrayants.
- **Fournir davantage d'informations sur les avantages des substituts durables à la viande et aux produits laitiers,** afin de contribuer à dissiper d'éventuelles idées reçues concernant leur coût ou leur qualité. Cela peut passer, par exemple, par des systèmes d'étiquetage et des programmes de certification pour mieux faire connaître les incidences environnementales des produits alimentaires, ainsi que par des informations sur le coût moindre des protéines végétales ou sur les caractéristiques de la viande cultivée en laboratoire.
- **Vu que l'opinion publique est très favorable à bon nombre de politiques relatives aux systèmes alimentaires, le moment est sans doute propice pour susciter des évolutions vers des régimes alimentaires plus durables.** Les mesures particulièrement bien vues des citoyens sont celles qui visent à sensibiliser les écoliers à l'alimentation durable, à inciter les exploitants agricoles à appliquer moins de pratiques dommageables pour l'environnement et à réglementer de façon plus rigoureuse l'utilisation de pesticides, l'élevage industriel et l'aquaculture.



Consommation d'énergie

- **Améliorer la disponibilité et la faisabilité des solutions durables.** Cela peut passer par des mesures qui incitent tant les bailleurs que les propriétaires occupants à installer des équipements permettant d'économiser l'énergie, afin que davantage de consommateurs puissent choisir des solutions respectueuses de l'environnement. L'établissement de codes et de normes clairs en matière d'efficacité énergétique pour les bâtiments peut également contribuer à favoriser un changement à grande échelle vers une utilisation de l'énergie plus durable.
- **Réduire les coûts d'équipement pour les ménages.** Il peut s'agir d'éliminer les obstacles financiers à l'adoption de solutions énergétiques à faibles émissions auxquels se heurtent certains d'entre eux, par exemple en subventionnant l'installation d'équipements économes en énergie.
- **Renforcer la sensibilisation aux pratiques qui permettent d'économiser l'énergie et aux technologies disponibles.** Cela peut favoriser l'adoption de comportements plus économes en énergie et le déploiement des technologies à faibles émissions, en particulier des technologies moins bien connues des consommateurs. Les mesures possibles peuvent comprendre des rappels au sujet de la consommation d'énergie et des astuces pour la réduire, ainsi que des campagnes de sensibilisation générale.



Pratiques de réduction des déchets

- **Fournir de meilleurs services de recyclage est important pour réduire les déchets.** Cela peut faire baisser le volume de déchets mixtes et favoriser le tri. La collecte des matériaux recyclables au domicile semble être la solution la plus efficace à cet égard.
- **Développer la tarification de l'élimination des déchets mixtes, et faire mieux prendre conscience de cette tarification.** Cela peut également réduire la production de déchets. Les redevances proportionnelles au poids ou au volume des déchets en sont un exemple.
- **Assurer une meilleure information sur ce qui doit être recyclé et composté, et comment.** Cela peut permettre de lever certains obstacles à la pratique plus intensive du recyclage et du compostage. On peut citer, par exemple, l'information sur les points de collecte des piles à recycler et sur les moyens d'éviter le gaspillage alimentaire.

Les points politiques essentiels présentés dans ce document sont basés sur la publication de l'OCDE : ***Comportement des ménages et environnement – Opérer des choix durables sur fond de crises interdépendantes.***

Les choix des ménages, tels que ce que nous mangeons, comment nous nous rendons au travail et comment nous chauffons nos maisons, ont des implications significatives pour l'environnement. L'urgence d'une action environnementale, et donc la nécessité de passer à des modèles de consommation plus durables, est devenue encore plus pressante, et faire des choix plus durables offre un grand potentiel pour réduire les impacts environnementaux. Cependant, dans un contexte de crises interdépendantes, les gouvernements sont confrontés à des défis pour réaliser ce potentiel. *Comportement des ménages et environnement : Opérer des choix durables sur fond de crises interdépendantes* présente un aperçu des résultats de l'enquête 2022 de l'OCDE sur la politique de l'environnement et l'évolution des comportements individuels (EPIC). L'enquête examine les attitudes et les comportements des ménages en ce qui concerne la consommation d'énergie, les transports, les pratiques de gestion des déchets et la consommation alimentaire. Elle a été menée auprès de plus de 17 000 ménages dans 9 pays (Belgique, Canada, Israël, France, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume-Uni et États-Unis). Les données collectées incluent également des informations sur les motivations et les obstacles autodéclarés au changement, fournissant une source unique de preuves empiriques pour éclairer les efforts politiques visant à passer à des modèles de consommation plus durables.

Contact :

Shardul Agrawala
Chef de l'unité Intégration
Economique et Environnementale
du Directeurat Environnement
de l'OCDE
Shardul.Agrawala@oecd.org

Nicolina Lamhauge
Coordinatrice
Unité Intégration Economique et
Environnementale
Nicolina.Lamhauge@oecd.org

Katherine Hassett
Économiste de l'environnement
Unité Intégration Economique et
Environnementale
Katherine.Hassett@oecd.org

Ioannis Tikoudis
Économiste de l'environnement
Unité Intégration Economique
et Environnementale
Ioannis.Tikoudis@oecd.org

Rose Mba Mébiame
Statisticienne
Unité Intégration Economique
et Environnementale
Rose.MbaMebiame@oecd.org



Pour plus d'informations :

 oe.cd/EPIC-fr

 env.contact@oecd.org

 [@OECD_ENV](https://twitter.com/OECD_ENV)

 [OECD Environment](https://www.linkedin.com/company/OECD-Environment)

